

Discours de Nouméa du Président de la République

Publié le 26 juillet 2023

(<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/07/26/discours-de-noumea>)

Madame, Messieurs les ministres, Monsieur le Haut-Commissaire, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Monsieur le président du Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, Madame et Messieurs les présidents de province, chère Sonia, cher Jacques, Madame la maire, chère Sonia, merci pour vos mots, Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités, Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je suis heureux de revenir ici, à Nouméa, cinq ans après ma première visite. En cinq ans, un chemin courageux a été parcouru, au gré de trois consultations. En cinq ans, le destin de la Nouvelle-Calédonie s'est précisé même si l'avenir reste à écrire.

[...]

Alors, à l'issue de ces trois référendums, je ne mésestime pas les aspirations déçues de ceux qui défendaient un tout autre projet mais nous devons avoir collectivement la grandeur d'accepter ces résultats et de construire ensemble la suite. A vous tous, je dis que je suis honoré à vos côtés, d'avoir été le Président qui a conduit le processus politique prévu par l'accord de Nouméa. Les trois référendums ont eu lieu : la Nouvelle-Calédonie est française parce qu'elle a choisi de rester française.

Aujourd'hui, je suis venu vous dire très solennellement avec respect et humilité que je serai aussi avec vous, toutes et tous, le Président d'un nouveau projet et je veux le bâtir avec vous : celui de la Nouvelle-Calédonie dans la République.

[...]

Et je suis pour bâtir ensemble ce chemin de pardon. Voilà la proposition que je vous fais aujourd'hui.

Le deuxième chemin que je veux avec vous bâtir, que je suis venu vous proposer, qui est tout autant indispensable, qui est jumeau, et qu'il faut savoir tresser avec le premier ; c'est un chemin d'avenir, de projet, d'ambition.

Ce nouveau projet, c'est d'abord celui d'institutions pérennes, rénovées, efficaces pour sortir du face-à-face du processus politique prévu par l'accord de Nouméa, qui devait être instauré en proposant un choix binaire dans un calendrier fermé. Alors, je le dis ici très clairement, il n'est pas ici question de revenir sur les acquis. Ils sont notre héritage de Matignon et Nouméa : le principe et le droit à l'autodétermination, les institutions locales et la citoyenneté.

Mais certains points doivent être réécrits au cœur du nouveau projet ; c'était prévu par ces mêmes accords, parmi les dispositions qui étaient transitoires. Je pense d'abord au corps électoral où je constate sur ce point que vos représentants ont tous accepté de faire un premier pas en avançant sur le dégel du corps électoral pour les provinciales de 2024. Ce travail, qui a commencé sous l'égide du ministre, se poursuivra dans la trilatérale qui est prévue autour de la Première ministre et du ministre à la fin de l'été, et doit se finir à l'été automne.

Il est important et je souhaite qu'une révision de la Constitution de la Ve République puisse intervenir début 2024. Il s'agira d'une révision constitutionnelle dédiée à la Nouvelle-Calédonie parce que votre histoire originale au sein des institutions de la République le justifie et parce que la Nouvelle-Calédonie demeurera une collectivité à part, disposant de son propre titre au sein de notre Constitution.

[...]

Et donc, il nous faut un nouveau statut avec un processus qui serve ce projet d'avenir, d'ambition et de respect, et qui, bâti sur le consensus, soit fidèle à nos valeurs et à notre devise, et qui réponde à des questions simples. Comment construire l'avenir, le modèle économique et social de la Nouvelle-

Calédonie ? Comment bâtir un projet qui permet de faire une place juste aux femmes dans la société calédonienne ? Comment bâtir un projet qui permette de construire un avenir durable et souhaitable pour nos enfants en Nouvelle-Calédonie ? Comment bâtir un grand projet ambitieux, océanique et pacifique ? Ce statut, il doit répondre à une ambition et à un projet, avant toute chose.

Alors, au-delà de ces questions institutionnelles et politiques, ce sur quoi je suis venu essayer d'éclairer les travaux et vos débats à venir, c'est en quelque sorte le contenu de cette ambition. Au-delà de cet éclairage que je viens de porter sur le passé, comment ensemble nous pouvons, nous devons éclairer notre avenir ? Pour moi, ce statut à bâtir, ce projet, ce chemin d'avenir doit reposer sur deux piliers. D'abord, refonder le modèle économique et social pour une société plus ambitieuse et plus apaisée ; et ensuite bâtir une puissance océanique, véritable levier de rayonnement international et socle de notre Indopacifique.

Alors oui, le premier, la base de notre projet de statut à bâtir, c'est un projet économique et social. Ce qui fait que les jeunes resteront, ce qui fait que les jeunes qui sont là auront un avenir, ce qui fait que dans 20 ans, 30 ans, ils pourront continuer de bâtir ce bon chemin, ce sont des emplois ici créés, c'est de la richesse ici produite, c'est de l'ambition partagée. Et pour cela, nous avons des forces et des difficultés qu'il faut regarder en face. Le socle de cette refondation, c'est une relance économique qui passe par la souveraineté industrielle, énergétique et agricole.

Alors, la Nouvelle-Calédonie est évidemment toujours associée au nickel. Cette filière, tant par l'extraction minière que par la métallurgie, marque vos paysages, votre histoire, l'équilibre des territoires, les emplois. Elle est au cœur de l'histoire du développement, puis de la politique de rééquilibrage qu'a connue la Nouvelle-Calédonie. Et le nickel est une richesse pour la Nouvelle-Calédonie. C'est aussi, et je le dis ici avec force, une ressource stratégique majeure pour la France et l'Europe, à l'heure où nous avons engagé un effort massif de réindustrialisation. A ce titre, le nickel doit pouvoir être pris en compte dans la législation européenne sur les matières premières critiques.

[...]

La France est une puissance Indopacifique à travers vous et par vous. C'est une fierté, et c'est une force. Nous avons dans cette région près de 1,5 million compatriotes, plus de 8 000 militaires. Et cette force-là, nous l'avons ces dernières années, consolidée.

D'abord diplomatiquement, on a réinvesti une stratégie diplomatique que j'ai présentée il y a cinq ans en Inde, puis en Australie ; qu'on a déclinée avec tant de nos partenaires d'Indonésie, aux Fidji et que j'irai porter dès demain au Vanuatu, puis en Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec d'ailleurs plusieurs élus de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française qui m'accompagneront.

Cette stratégie, c'est celle qui consiste à dire, avec vous tous : la France a une voix dans le Pacifique et en Océanie. Cette voix, c'est celle de votre histoire ici, et qui réconcilie tout à la fois la tradition Kanak et la vocation de la République. C'est celle de la dignité humaine et de l'universalisme. C'est celle de l'ancrage et du respect des cultures qui font la force océanique, et d'équilibres qui ne cèdent à aucune puissance.

Notre stratégie Indopacifique est simple : c'est la liberté de la souveraineté. Je le dis aussi ici avec beaucoup de force : regardons l'Indopacifique tel qu'il est. Ça nous aidera à sortir de nos débats et de nos guerres, en quelque sorte, intestines parfois. Les questions d'indépendance sont des questions des décennies passées. Si l'indépendance, c'est de choisir demain d'avoir une base chinoise ici ou d'être dépendant d'autres flottes, bon courage ! Ça ne s'appelle pas l'indépendance.

La France, elle offre à ses territoires en Pacifique la véritable indépendance, celle du respect de la République, qui respecte les cultures et la diversité, qui construit un projet d'avenir universel. Et la France, par sa stratégie Indopacifique, offre à ses partenaires cette même vocation : ne pas céder à des hégémonies et des impérialismes.

[...]

Mes chers compatriotes, voilà ce que je suis venu vous dire aujourd'hui. En cinq ans, nous avons fait beaucoup et nous n'avons pas le droit d'en rester là. Nous n'avons pas le droit d'attendre, de

douter de nous ou de tâtonner. Nous devons construire aujourd'hui notre avenir pour les plus jeunes qui sont ici et les générations qui nous succéderont. Alors, forts de ces trois référendums, forts de ce que nous sommes et des décennies passées, ce que je veux avec vous, c'est bâtir ce chemin de pardon et ce chemin d'avenir. Les deux se tressent et sont indissociables.

Il y a cinq ans, à Ouvéa, avec plusieurs d'entre vous, je plantais un cocotier, symbole de paix, pour essayer de montrer combien nous croyons dans l'avenir. Je veux ici, aujourd'hui, sur cette place du même nom, sceller avec vous un pacte. Un pacte engage tout le monde. Un pacte qui doit nous conduire à sortir du face-à-face des uns et des autres. Un pacte de respect et d'ambition. Un pacte de tradition et d'ambition. Un pacte d'enracinement et d'universel, un pacte du pardon et de l'avenir.

Ce pacte de Nouméa que nous scellons aujourd'hui, je m'y engagerai, comme je me suis engagé à vos côtés il y a cinq ans. Et donc, vous me verrez parfois vous presser de décider et de choisir. Je sais que parfois cela vient contrarier le besoin de temps que certains expriment. Je respecterai toujours le temps qu'il faut pour une discussion sincère et loyale, mais il nous faut avancer. Ce pacte, c'est celui qui vous donne et vous donnera la stabilité dans la République et la France, la stabilité pour l'avenir, la force pour demain, en respectant chacun et sans rien abandonner. Ce pacte d'aujourd'hui, ce pacte de Nouméa, c'est celui qui permet nos rêves, respectant la part singulière de chacun. Ce pacte d'aujourd'hui, c'est celui que nous scellons. Vous pouvez compter sur moi, parce que je sais aussi que je pourrai compter sur vous.

Vive la Nouvelle-Calédonie ! Vive la République ! Vive la France !